



1ST SESSION, 38TH LEGISLATURE, ONTARIO
52 ELIZABETH II, 2003

1^{re} SESSION, 38^e LÉGISLATURE, ONTARIO
52 ELIZABETH II, 2003

Bill 18

Projet de loi 18

An Act respecting the Provincial Auditor

Loi concernant le vérificateur provincial

The Hon. G. Sorbara
Minister of Finance

L'honorable G. Sorbara
Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading December 9, 2003
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 9 décembre 2003
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Audit Act* is amended to change the title of the Provincial Auditor to Auditor General and to make corresponding changes to the title of the Assistant Provincial Auditor and the name of the Office of the Provincial Auditor. Complementary amendments are made throughout the Act and to other Acts.

The title of the *Audit Act* is changed to the *Auditor General Act*. A complementary amendment is made to another Act.

Section 4 of the Act is re-enacted to specify that the term of office of the Auditor General is 10 years. A person is not eligible to be reappointed.

The new section 9.1 of the Act authorizes the Auditor General to conduct special audits of grant recipients, other than municipalities, and of Crown controlled corporations and their subsidiaries. The expressions “grant recipient” and “special audit” are defined in amendments to section 1 of the Act. The scope of a special audit is specified.

The new section 9.2 of the Act authorizes the Auditor General to examine accounting records relating to reviewable grants received directly or indirectly by municipalities. The expression “reviewable grant” is defined in amendments to section 1 of the Act.

Section 10 of the Act, concerning the Auditor General’s access to information and records, is re-enacted with technical amendments. The new subsection 10 (3) specifies that a disclosure to the Auditor General under the Act does not constitute a waiver of specified types of privilege.

Section 11 of the Act re-enacts the current section 14 with technical amendments. The new section 11.1 of the Act re-enacts the current section 11 with technical amendments.

The new section 11.2 of the Act re-enacts the current prohibition in subsection 13 (2) of the Act against obstructing the Auditor General and members of his or her Office in exercising powers and performing duties under the Act when conducting an examination. The new section also prohibits obstruction with respect to a special audit.

Technical amendments are made to subsection 12 (2) of the Act, concerning the contents of the Auditor General’s annual report to the Speaker of the Assembly.

The new subsection 12 (3) of the Act describes the scope of the opinion that the Auditor General is required to give about the financial statements of Ontario.

Section 26 of the Act, concerning the conduct of the business of the Office of the Auditor General and the suspension, demotion, dismissal or release of employees from employment is re-enacted with technical amendments. The amendments reflect corresponding amendments made to the *Public Service Act* in 1996 and to the regulations made under that Act.

The new section 27.1 of the Act, concerning confidentiality, re-enacts the current subsection 27 (2) with technical amendments. The new subsection 27.1 (3) prohibits the disclosure of information and documents that are subject to specified types of privilege, unless the privilege holder consents. The new section 27.2 of the Act governs the collection, use and disclosure of personal information by the Auditor General.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur la vérification des comptes publics* est modifiée de manière à remplacer le titre de vérificateur provincial par celui de vérificateur général et à apporter des modifications correspondantes au titre de vérificateur provincial adjoint et au nom du Bureau du vérificateur provincial. Des modifications complémentaires sont apportées dans toute la loi et à d’autres lois.

Le titre de la *Loi sur la vérification des comptes publics* est remplacé par celui de *Loi sur le vérificateur général*. Une modification complémentaire est apportée à une autre loi.

L’article 4 de la Loi est réédité pour préciser que la durée du mandat du vérificateur général est de 10 ans. Le mandat n’est pas renouvelable.

Le nouvel article 9.1 de la Loi autorise le vérificateur général à effectuer des vérifications spéciales des bénéficiaires d’une subvention, autres que des municipalités, ainsi que des sociétés contrôlées par la Couronne et de leurs filiales. Les termes «bénéficiaire d’une subvention» et «vérification spéciale» sont définis dans des modifications apportées à l’article 1 de la Loi. La portée d’une vérification spéciale est précisée.

Le nouvel article 9.2 de la Loi autorise le vérificateur général à examiner les documents comptables se rapportant aux subventions susceptibles d’examen reçues, directement ou indirectement, par les municipalités. Le terme «subvention susceptible d’examen» est défini dans des modifications apportées à l’article 1 de la Loi.

L’article 10 de la Loi, qui porte sur les renseignements et dossiers à fournir au vérificateur général, est réédité en y apportant des modifications de forme. Le nouveau paragraphe 10 (3) précise qu’une divulgation faite au vérificateur général en application de la Loi ne constitue pas une renonciation à des types de privilège précisés.

L’article 11 de la Loi réédite l’actuel article 14 en y apportant des modifications de forme. Le nouvel article 11.1 de la Loi réédite l’actuel article 11 en y apportant des modifications de forme.

Le nouvel article 11.2 de la Loi réédite l’interdiction, prévue au paragraphe 13 (2) de la Loi, de faire entrave au travail du vérificateur général et du personnel de son Bureau dans l’exercice des pouvoirs et fonctions que leur attribue la Loi lorsqu’ils effectuent un examen. En outre, le nouvel article interdit de faire entrave à une vérification spéciale.

Des modifications de forme sont apportées au paragraphe 12 (2) de la Loi qui porte sur le contenu du rapport annuel que le vérificateur général doit soumettre au président de l’Assemblée législative.

Le nouveau paragraphe 12 (3) de la Loi traite de la portée de l’opinion que le vérificateur général est tenu de donner au sujet des états financiers de l’Ontario.

L’article 26 de la Loi, qui porte sur la régie des affaires internes du Bureau du vérificateur général et sur la suspension, la rétrogradation, le congédiement ou le licenciement des employés est réédité en y apportant des modifications de forme. Les modifications découlent des modifications apportées, en 1996, à la *Loi sur la fonction publique* et à ses règlements d’application.

Le nouvel article 27.1 de la Loi, qui porte sur la confidentialité, réédite l’actuel paragraphe 27 (2) en y apportant des modifications de forme. Le nouveau paragraphe 27.1 (3) interdit la divulgation des renseignements et documents qui sont assujettis à des types de privilège précisés, sauf si le titulaire du privilège y consent. Le nouvel article 27.2 de la Loi régit la collecte, l’utilisation et la divulgation des renseignements personnels par le vérificateur général.

An Act respecting the Provincial Auditor

Loi concernant le vérificateur provincial

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

AUDIT ACT

LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS

1. The title of the *Audit Act* is repealed and the following substituted:

1. Le titre de la *Loi sur la vérification des comptes publics* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Auditor General Act

Loi sur le vérificateur général

2. (1) The definition of “agency of the Crown” in section 1 of the Act is amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

2. (1) La définition de «organisme de la Couronne» à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme.

(2) The definition of “Assistant Auditor” in section 1 of the Act is repealed.

(2) La définition de «Vérificateur adjoint» à l'article 1 de la Loi est abrogée.

(3) The English version of section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

(3) La version anglaise de l'article 1 de la Loi est modifiée par adjonction de la définition suivante :

“audit” includes a special audit; (“vérification”, “vérifier”)

“audit” includes a special audit; (“vérification”, “vérifier”)

(4) The definition of “Auditor” in section 1 of the Act is repealed.

(4) La définition de «Vérificateur» à l'article 1 de la Loi est abrogée.

(5) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

(5) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

“grant recipient” means an association, authority, board, commission, corporation, council, foundation, institution, organization or other body that receives a reviewable grant directly or indirectly; (“bénéficiaire d'une subvention”)

«bénéficiaire d'une subvention» Association, office, régie, commission, personne morale, conseil, fondation, institution, établissement, organisation ou autre entité qui reçoit, directement ou indirectement, une subvention susceptible d'examen. («grant recipient»)

(6) The English version of the definition of “inspection audit” in section 1 of the Act is repealed.

(6) La version anglaise de la définition de «vérification» à l'article 1 de la Loi est abrogée.

(7) The French version of the definition of “inspection audit” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

(7) La version française de la définition de «vérification» à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«vérification» S'entend en outre d'une vérification spéciale. Le verbe «vérifier» a un sens correspondant. («audit»)

«vérification» S'entend en outre d'une vérification spéciale. Le verbe «vérifier» a un sens correspondant. («audit»)

(8) The definition of “Office of the Auditor” in section 1 of the Act is repealed.

(8) La définition de «Bureau du Vérificateur» à l'article 1 de la Loi est abrogée.

(9) Section 1 of the Act is amended by adding the following definitions:

(9) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

“reviewable grant” means a grant or other transfer payment from the Consolidated Revenue Fund, from an agency of the Crown or from a Crown controlled corporation; (“subvention susceptible d'examen”)

«subvention susceptible d'examen» Subvention ou autre paiement de transfert du Trésor, d'un organisme de la Couronne ou d'une société contrôlée par la Couronne. («reviewable grant»)

“special audit” means an examination with respect to the matters described in subclauses 12 (2) (f) (i) to (v). (“vérification spéciale”)

3. The Act is amended by adding the following section:

References to former names

1.1 A reference in an Act, regulation, order in council or document to a person or office by the former title of that person or the former name of that office set out in Column 1 of the following Table or by a shortened version of that title or name shall be deemed, unless a contrary intention appears, to be a reference to the new title of that person or the new name of that office set out in Column 2:

Column 1/Colonne 1	Column 2/Colonne 2
Former titles and names/Anciens titres et anciennes appellations	New titles and names/Nouveaux titres et nouvelles appellations
Assistant Provincial Auditor/vérificateur provincial adjoint	Deputy Auditor General/sous-vérificateur général
Office of the Provincial Auditor/Bureau du vérificateur provincial	Office of the Auditor General/Bureau du vérificateur général
Provincial Auditor/vérificateur provincial	Auditor General/vérificateur général

4. Section 2 of the Act is repealed and the following substituted:

Office of the Auditor General

2. The Office of the Auditor General consists of the Auditor General, the Deputy Auditor General and such employees as the Auditor General may require for the proper conduct of the business of the Office.

5. Section 3 of the Act is amended by striking out “Auditor” and substituting “Auditor General”.

6. Section 4 of the Act is repealed and the following substituted:

Term of office

4. (1) The term of office of the Auditor General is 10 years and a person is not eligible to be appointed to more than one term of office.

Same

(2) The Auditor General continues to hold office after the expiry of his or her term of office until a successor is appointed.

Removal

(3) The Auditor General may be removed from office for cause, before the expiry of his or her term of office, by the Lieutenant Governor in Council on the address of the Assembly.

7. Subsection 5 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 5, section 1 and 1999, chapter 11, section 1, subsection 5 (2) of the Act, as re-enacted by 1999, chapter 11, section 1, and subsection 5 (3) of the Act are amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

«vérification spéciale» Examen à l’égard des questions visées aux sous-alinéas 12 (2) f) (i) à (v). («special audit»)

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Mentions d’anciens titres et appellations

1.1 Sauf intention contraire manifeste, la mention d’une personne ou d’un bureau dans une loi, un règlement, un décret ou un autre document sous son ancien titre ou son ancienne appellation figurant dans la colonne 1 du tableau suivant ou d’une version abrégée de ce titre ou de cette appellation est réputée la mention du nouveau titre de la personne ou de la nouvelle appellation du bureau figurant dans la colonne 2 :

4. L’article 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Bureau du vérificateur général

2. Le Bureau du vérificateur général se compose du vérificateur général, du sous-vérificateur général et des employés dont le vérificateur général peut avoir besoin pour le bon fonctionnement du bureau.

5. L’article 3 de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur».

6. L’article 4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Mandat

4. (1) Le mandat du vérificateur général est d’une durée de 10 ans et ne peut être reconduit.

Idem

(2) À l’expiration de son mandat, le vérificateur général reste en fonctions jusqu’à la nomination de son successeur.

Destitution

(3) Sur adresse de l’Assemblée législative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut destituer le vérificateur général pour un motif valable avant l’expiration de son mandat.

7. Le paragraphe 5 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 5 et l’article 1 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1999, le paragraphe 5 (2) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 1 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1999, et le paragraphe 5 (3) de la Loi sont modifiés par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme.

8. Section 6 of the Act is amended by striking out “Assistant Auditor” and substituting “Deputy Auditor General” and by striking out “the Auditor” and substituting “the Auditor General”.

9. Section 7 of the Act is amended,

- (a) by striking out “Assistant Auditor” and substituting “Deputy Auditor General”; and
- (b) by striking out “the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Auditor General”.

10. Section 8 of the Act is amended by striking out “as Auditor and Assistant Auditor” and substituting “as Auditor General and Deputy Auditor General”.

11. Subsections 9 (1), (2), (3) and (4) of the Act are amended by striking out “the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Auditor General”.

12. The Act is amended by adding the following sections:

**Special audits
Grant recipients**

9.1 (1) On or after April 1, 2005, the Auditor General may conduct a special audit of a grant recipient with respect to a reviewable grant received by the grant recipient directly or indirectly on or after the date on which the *Audit Statute Law Amendment Act, 2003* receives Royal Assent.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply with respect to a grant recipient that is a municipality.

Crown controlled corporations, etc.

(3) The Auditor General may conduct a special audit of a Crown controlled corporation or a subsidiary of a Crown controlled corporation.

Examination of accounting records

9.2 (1) The Auditor General may examine accounting records relating to a reviewable grant received directly or indirectly by a municipality.

Same

(2) The Auditor General may require a municipality to prepare and submit a financial statement setting out the details of its disposition of the reviewable grant.

13. Sections 10 and 11 of the Act are repealed and the following substituted:

Duty to furnish information

10. (1) Every ministry of the public service, every agency of the Crown, every Crown controlled corporation and every grant recipient shall give the Auditor General the information regarding its powers, duties, activities, organization, financial transactions and methods of busi-

8. L'article 6 de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» et de «sous-vérificateur général» à «Vérificateur adjoint».

9. L'article 7 de la Loi est modifié :

- a) par substitution de «sous-vérificateur général» à «Vérificateur adjoint»;
- b) par substitution de «du vérificateur général» à «du Vérificateur».

10. L'article 8 de la Loi est modifié par substitution de «Le vérificateur général et le sous-vérificateur général» à «Le Vérificateur et le Vérificateur adjoint».

11. Les paragraphes 9 (1), (2), (3) et (4) de la Loi sont modifiés par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme.

12. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

**Vérifications spéciales
Bénéficiaires d'une subvention**

9.1 (1) À partir du 1^{er} avril 2005, le vérificateur général peut effectuer une vérification spéciale du bénéficiaire d'une subvention à l'égard d'une subvention susceptible d'examen qu'il a reçue, directement ou indirectement, à la date où la *Loi de 2003 modifiant des lois en ce qui concerne la vérification des comptes publics* reçoit la sanction royale ou après cette date.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard du bénéficiaire d'une subvention qui est une municipalité.

Sociétés contrôlées par la Couronne

(3) Le vérificateur général peut effectuer une vérification spéciale d'une société contrôlée par la Couronne ou d'une de ses filiales.

Examen des documents comptables

9.2 (1) Le vérificateur général peut examiner les documents comptables se rapportant à une subvention susceptible d'examen reçue, directement ou indirectement, par une municipalité.

Idem

(2) Le vérificateur général peut exiger qu'une municipalité dresse et lui présente un état financier qui expose dans les détails son utilisation de la subvention susceptible d'examen.

13. Les articles 10 et 11 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Obligation de fournir des renseignements

10. (1) Les ministères de la fonction publique, les organismes de la Couronne, les sociétés contrôlées par la Couronne et les bénéficiaires de subventions donnent au vérificateur général les renseignements concernant leurs pouvoirs, leurs fonctions, leurs activités, leur structure,

ness that the Auditor General believes to be necessary to perform his or her duties under this Act.

Access to records

(2) The Auditor General is entitled to have free access to all books, accounts, financial records, electronic data processing records, reports, files and all other papers, things or property belonging to or used by a ministry, agency of the Crown, Crown controlled corporation or grant recipient, as the case may be, that the Auditor General believes to be necessary to perform his or her duties under this Act.

No waiver of privilege

(3) A disclosure to the Auditor General under subsection (1) or (2) does not constitute a waiver of solicitor-client privilege, litigation privilege or settlement privilege.

Power to examine on oath

11. (1) The Auditor General may examine any person on oath on any matter pertinent to an audit or examination under this Act.

Same

(2) For the purpose of an examination, the Auditor General has the powers that Part II of the *Public Inquiries Act* confers on a commission, and that Part applies to the examination as if it were an inquiry under that Act.

Stationing a member in a ministry, etc.

11.1 (1) For the purpose of exercising powers or performing duties under this Act, the Auditor General may station one or more members of the Office of the Auditor General in any ministry of the public service, agency of the Crown, Crown controlled corporation or grant recipient.

Accommodation

(2) The ministry, agency, corporation or grant recipient, as the case may be, shall provide the accommodation required for the purposes mentioned in subsection (1).

Prohibition re obstruction

11.2 (1) No person shall obstruct the Auditor General or any member of the Office of the Auditor General in the performance of a special audit under section 9.1 or an examination under section 9.2 and no person shall conceal or destroy any books, accounts, financial records, electronic data processing records, reports, files and all other papers, things or property that the Auditor General considers to be relevant to the subject-matter of the special audit or examination.

Offence

(2) Every person who knowingly contravenes subsection (1) and every director or officer of a corporation who knowingly concurs in such a contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more

leurs opérations financières et leur mode de fonctionnement que celui-ci estime nécessaires pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Accès aux dossiers

(2) Le vérificateur général a le droit d'avoir libre accès à tous les livres, comptes, registres financiers, fichiers informatiques, rapports, dossiers ainsi qu'à tout autre document, objet ou bien qui appartiennent aux ministères, aux organismes de la Couronne, aux sociétés contrôlées par la Couronne ou aux bénéficiaires de subventions, selon le cas, ou qu'ils utilisent, et que le vérificateur général estime nécessaires pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Non une renonciation à un privilège

(3) Une divulgation faite au vérificateur général en application du paragraphe (1) ou (2) ne constitue pas une renonciation au privilège du secret professionnel de l'avocat, au privilège lié au litige ou au privilège à l'égard des négociations en vue d'un règlement.

Pouvoir d'interrogation sous serment

11. (1) Le vérificateur général peut interroger quiconque sous serment sur une question qui a rapport à une vérification ou à un examen visé par la présente loi.

Idem

(2) Pour les besoins d'un interrogatoire, le vérificateur général est investi des pouvoirs que confère à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'interrogatoire comme s'il s'agissait d'une enquête au sens de cette loi.

Placement d'un membre dans un ministère

11.1 (1) Aux fins de l'exercice des pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi, le vérificateur général peut placer un ou plusieurs membres du Bureau du vérificateur général auprès d'un ministère de la fonction publique, d'un organisme de la Couronne, d'une société contrôlée par la Couronne ou du bénéficiaire d'une subvention.

Locaux et matériel

(2) Le ministère, l'organisme, la société ou le bénéficiaire d'une subvention, selon le cas, fournit les locaux et le matériel nécessaires aux fins visées au paragraphe (1).

Interdiction de faire entrave

11.2 (1) Nul ne doit entraver le travail du vérificateur général ou des membres du personnel du Bureau du vérificateur général qui effectuent une vérification spéciale visée à l'article 9.1 ou un examen visé à l'article 9.2 et nul ne doit cacher ou détruire des livres, des comptes, des registres financiers, des fichiers informatiques, des rapports, des dossiers et autres documents, objets ou biens que le vérificateur général estime se rapporter à l'objet de la vérification spéciale ou de l'examen.

Infraction

(2) Quiconque contrevient sciemment au paragraphe (1) et les administrateurs ou dirigeants d'une personne morale qui consentent sciemment à une telle contravention sont coupables d'une infraction et passibles, sur dé-

than \$2,000 or imprisonment for a term of not more than one year, or both.

Penalty, corporation

(3) If a corporation is convicted of an offence under subsection (2), the maximum penalty that may be imposed on the corporation is \$25,000.

14. (1) Subsection 12 (1) of the Act is amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

(2) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out “Auditor” in the portion before clause (a) and substituting “Auditor General”.

(3) Clause 12 (2) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) the work of the Office of the Auditor General and on whether, in carrying on the work of the Office, the Auditor General received all the information and explanations required;

(4) Clause 12 (2) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) the examination of the consolidated financial statements of Ontario as reported in the Public Accounts;

(5) Clause 12 (2) (e) of the Act is amended by striking out “the Management Board of Cabinet” and substituting “the Treasury Board”.

(6) Clause 12 (2) (f) of the Act is amended by striking out the portion before subclause (i) and substituting the following:

(f) such matters as, in the opinion of the Auditor General, should be brought to the attention of the Assembly including, without limiting the generality of the foregoing, any matter relating to the audit or examination of the Crown, Crown controlled corporations or grant recipients or any cases where the Auditor General has observed that,

(7) The English version of subclause 12 (2) (f) (v) of the Act is amended by striking out “Auditor” and substituting “Auditor General”.

(8) Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:

Opinion on statements

(3) In the annual report in respect of each fiscal year, the Auditor General shall express his or her opinion as to whether the consolidated financial statements of Ontario, as reported in the Public Accounts, present fairly information in accordance with appropriate generally accepted accounting principles and the Auditor General shall set out any reservations he or she may have.

15. Sections 13 and 14 of the Act are repealed.

claration de culpabilité, d’une amende maximale de 2 000 \$ et d’un emprisonnement d’au plus un an, ou d’une seule de ces peines.

Peine : personne morale

(3) Si une personne morale est déclarée coupable d’une infraction prévue par le paragraphe (2), la peine maximale qui peut lui être imposée est de 25 000 \$.

14. (1) Le paragraphe 12 (1) de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme.

(2) Le paragraphe 12 (2) de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» dans le passage qui précède l’alinéa a).

(3) L’alinéa 12 (2) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) des activités du Bureau du vérificateur général en indiquant s’il a reçu, dans l’exercice de ces activités, tous les renseignements et explications requis;

(4) L’alinéa 12 (2) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) de l’examen des états financiers consolidés de l’Ontario qui figurent dans les comptes publics;

(5) L’alinéa 12 (2) e) de la Loi est modifié par substitution de «du Conseil du Trésor» à «du Conseil de gestion du gouvernement».

(6) L’alinéa 12 (2) f) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède le sous-alinéa (i) :

f) des questions qui, à son avis, devraient être portées à l’attention de l’Assemblée législative, notamment les questions relatives à la vérification ou à l’examen de la Couronne, des sociétés contrôlées par la Couronne ou des bénéficiaires de subventions ou d’autres cas où le vérificateur général a constaté que :

(7) La version anglaise du sous-alinéa 12 (2) f) (v) de la Loi est modifiée par substitution de «Auditor General» à «Auditor».

(8) L’article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis sur les états

(3) Dans son rapport annuel sur un exercice, le vérificateur général indique si à son avis les états financiers consolidés de l’Ontario, tels qu’ils figurent dans les comptes publics, sont présentés fidèlement et conformément à des principes comptables généralement reconnus qui sont appropriés. Il indique aussi ses réserves, le cas échéant.

15. Les articles 13 et 14 de la Loi sont abrogés.

16. Section 15 of the Act is amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

17. Section 16 of the Act is amended,

- (a) by striking out “the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Auditor General”; and
- (b) by striking out “the Office of the Auditor” in the portion before clause (a) and substituting “the Office of the Auditor General”.

18. Sections 17 and 18 of the Act are amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

19. Section 19 of the Act is amended by striking out “Office of the Auditor” and substituting “Office of the Auditor General”.

20. Section 20 of the Act is amended,

- (a) by striking out “the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Auditor General”;
- (b) by striking out “the Office of the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Office of the Auditor General”; and
- (c) by striking out “Assistant Auditor” and substituting “Deputy Auditor General”.

21. (1) Subsection 21 (1) of the Act is amended,

- (a) by striking out “Office of the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Office of the Auditor General”;
- (b) by striking out “the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Auditor General”; and
- (c) by striking out “Provincial Auditor” in clause (a) and substituting “Auditor General”.

(2) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

(3) Subsections 21 (3) and (4) of the Act are amended by striking out “Office of the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Office of the Auditor General”.

22. (1) Subsection 22 (1) of the Act is amended,

- (a) by striking out “the Auditor” wherever it appears and substituting in each case “the Auditor General”;
- (b) by striking out “the Assistant Auditor” and substituting “the Deputy Auditor General”; and
- (c) by striking out “Office of the Auditor” and substituting “Office of the Auditor General”.

(2) Subsection 22 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

16. L'article 15 de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» dans le passage qui précède l'alinéa a).

17. L'article 16 de la Loi est modifié :

- a) par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme;
- b) par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur» dans le passage qui précède l'alinéa a).

18. Les articles 17 et 18 de la Loi sont modifiés par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme.

19. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur».

20. L'article 20 de la Loi est modifié :

- a) par substitution de «le vérificateur général» à «le Vérificateur»;
- b) par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur»;
- c) par substitution de «sous-vérificateur général» à «Vérificateur adjoint».

21. (1) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur» partout où figure ce terme;
- b) par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» dans le passage qui précède l'alinéa a);
- c) par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur provincial» à l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur».

(3) Les paragraphes 21 (3) et (4) de la Loi sont modifiés par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur» partout où figure ce terme.

22. (1) Le paragraphe 22 (1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme;
- b) par substitution de «sous-vérificateur général» à «Vérificateur adjoint»;
- c) par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur».

(2) Le paragraphe 22 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pension plan

(2) The Auditor General and the Deputy Auditor General are members of the Public Service Pension Plan.

23. Section 23 of the Act is amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

24. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

Delegation of authority

24. The Auditor General may delegate in writing to a person employed in the Office of the Auditor General the Auditor General’s authority to exercise any power or perform any duty other than his or her duty to report to the Assembly.

25. Subsection 25 (1) of the Act is amended by striking out “Office of the Auditor” in the portion before clause (a) and in clause (c) and substituting in each case “Office of the Auditor General”.

26. Section 26 of the Act is repealed and the following substituted:

Conduct of business and employee discipline

26. (1) The Auditor General may make orders and rules for the conduct of the internal business of the Office of the Auditor General and, subject to this section, may for cause suspend, demote or dismiss an employee of the Office or may release such an employee from employment.

Suspension, etc., of employee

(2) Subject to subsection (3), if the Auditor General for cause suspends, demotes or dismisses an employee of the Office of the Auditor General or if the Auditor General releases such an employee from employment, the provisions of the *Public Service Act* and the regulations made under it that apply where a deputy minister exercises powers under section 22 of that Act apply, with necessary modifications.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), the *Public Service Act* and the regulations under it apply as if the Auditor General were a deputy minister, but the requirement that a deputy minister give notice to, or obtain the approval of, the Civil Service Commission does not apply.

Grievances

(4) An employee whom the Auditor General for cause suspends, demotes or dismisses may file a grievance with respect to the Auditor General’s decision.

Same

(5) The provisions of the regulations made under the *Public Service Act* that apply in relation to grievances authorized by those regulations apply with necessary modifications to a grievance authorized by subsection (4) as if the Auditor General were a deputy minister.

Régime de retraite

(2) Le vérificateur général et le sous-vérificateur général participent au Régime de retraite des fonctionnaires.

23. L’article 23 de la Loi est modifié par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur».

24. L’article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Délégation

24. Le vérificateur général peut, par écrit, déléguer à une personne employée au Bureau du vérificateur général l’autorité d’exercer les pouvoirs et de remplir les fonctions qui lui sont attribués, sauf celle de présenter un rapport à l’Assemblée législative.

25. Le paragraphe 25 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur» dans le passage qui précède l’alinéa a) et à l’alinéa c).

26. L’article 26 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Régie des affaires et mesures disciplinaires à l’égard des employés

26. (1) Le vérificateur général peut donner des directives et établir des règles concernant la régie des affaires internes du Bureau du vérificateur général. Sous réserve du présent article, il peut suspendre, rétrograder ou congédier pour un motif valable ou licencier tout employé du Bureau.

Suspension d’un employé

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si le vérificateur général suspend, rétrograde ou congédie pour un motif valable ou licencie un employé du Bureau du vérificateur général, les dispositions de la *Loi sur la fonction publique* et de ses règlements d’application qui s’appliquent lorsqu’un sous-ministre exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par l’article 22 de cette loi, s’appliquent avec les adaptations nécessaires.

Idem

(3) Pour l’application du paragraphe (2), la *Loi sur la fonction publique* et ses règlements d’application s’appliquent comme si le vérificateur général était un sous-ministre. Toutefois, l’exigence voulant qu’un sous-ministre avise la Commission de la fonction publique ou obtienne son approbation ne s’applique pas.

Griefs

(4) L’employé que le vérificateur général suspend, rétrograde ou congédie pour un motif valable peut déposer un grief à l’égard de sa décision.

Idem

(5) Les dispositions des règlements pris en application de la *Loi sur la fonction publique* qui s’appliquent relativement aux griefs autorisés par ces règlements s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au grief autorisé par le paragraphe (4) comme si le vérificateur général était un sous-ministre.

27. (1) Subsection 27 (1) of the Act is amended by striking out “the Auditor, the Assistant Auditor, any person employed in the Office of the Auditor or any person appointed to assist the Auditor” and substituting “the Auditor General, the Deputy Auditor General, any person employed in the Office of the Auditor General or any person appointed to assist the Auditor General”.

(2) Subsection 27 (2) of the Act is repealed.

28. The Act is amended by adding the following sections:

Duty of confidentiality

27.1 (1) The Auditor General, the Deputy Auditor General and each person employed in the Office of the Auditor General or appointed to assist the Auditor General for a limited period of time or in respect of a particular matter shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her employment or duties under this Act.

Same

(2) Subject to subsection (3), the persons required to preserve secrecy under subsection (1) shall not communicate to another person any matter described in subsection (1) except as may be required in connection with the administration of this Act or any proceedings under this Act or under the *Criminal Code* (Canada).

Same

(3) A person required to preserve secrecy under subsection (1) shall not disclose any information or document disclosed to the Auditor General under section 10 that is subject to solicitor-client privilege, litigation privilege or settlement privilege unless the person has the consent of each holder of the privilege.

Confidentiality of personal information

27.2 (1) No person shall collect, use or retain personal information on behalf of the Auditor General unless the personal information is reasonably necessary for the proper administration of this Act or for a proceeding under it.

Same

(2) No person shall collect, use or retain personal information on behalf of the Auditor General if other information will serve the purpose for which the personal information would otherwise be collected, used or retained.

Retention of information

(3) If the Auditor General retains personal information relating to the medical, psychiatric or physiological history of the individual or information relating to the individual’s health care or well-being, the Auditor General shall,

27. (1) Le paragraphe 27 (1) de la Loi est modifié par substitution de «le vérificateur général, le sous-vérificateur général, une personne employée au Bureau du vérificateur général ou une personne nommée pour aider le vérificateur général» à «le Vérificateur, le Vérificateur adjoint, un employé du Bureau du Vérificateur ou une personne nommée pour aider le Vérificateur».

(2) Le paragraphe 27 (2) de la Loi est abrogé.

28. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Obligation de garder le secret

27.1 (1) Le vérificateur général, le sous-vérificateur général, les personnes employées au Bureau du vérificateur général ainsi que les personnes nommées pour aider le vérificateur général pendant une période limitée ou à l’égard d’une question particulière sont tenus de garder le secret sur toutes les questions dont ils prennent connaissance dans le cadre de leur emploi ou dans l’exercice des fonctions que leur attribue la présente loi.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les personnes tenues au secret en application du paragraphe (1) ne doivent communiquer à aucune autre personne une question visée à ce paragraphe, sauf dans la mesure exigée pour l’application de la présente loi ou dans le cadre d’une instance introduite en vertu de celle-ci ou du *Code criminel* (Canada).

Idem

(3) La personne tenue au secret en application du paragraphe (1) ne doit divulguer aucun renseignement ni document divulgué au vérificateur général en application de l’article 10 qui est assujéti au privilège du secret professionnel de l’avocat, au privilège lié au litige ou au privilège à l’égard des négociations en vue d’un règlement, sauf si la personne a obtenu le consentement de chaque titulaire du privilège.

Confidentialité des renseignements personnels

27.2 (1) Nul ne doit recueillir, utiliser ou conserver des renseignements personnels pour le compte du vérificateur général, sauf si ces renseignements sont raisonnablement nécessaires aux fins de la bonne application de la présente loi ou d’une instance introduite en vertu de celle-ci.

Idem

(2) Nul ne doit recueillir, utiliser ou conserver des renseignements personnels pour le compte du vérificateur général si d’autres renseignements serviront aux fins auxquelles les renseignements personnels seraient par ailleurs recueillis, utilisés ou conservés.

Conservation des renseignements

(3) Si le vérificateur général conserve des renseignements personnels relatifs aux antécédents médicaux, psychiatriques ou physiologiques du particulier ou des renseignements relatifs à sa santé ou à son bien-être :

- (a) remove all references in the information to the name of the individual and to other identifying information;
- (b) retain the information by using a system of identifiers, other than the name of the individual and the other identifying information mentioned in clause (a); and
- (c) ensure that the information is not,
 - (i) easily identifiable by a person who is not authorized to have access to it,
 - (ii) used or disclosed for purposes not directly related to the Auditor General's duties under this Act,
 - (iii) published, disclosed or distributed in any manner that would allow the information to be used to identify the individual or to infer the individual's identity, or
 - (iv) combined, linked or matched to any other information that could identify the individual, except if the Auditor General finds it necessary to do so to fulfil his or her duties under this Act.

Definition

(4) In this section,

“personal information” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

29. Section 28 of the Act is amended by striking out “the Office of the Auditor” and substituting “the Office of the Auditor General”.

30. Subsections 29 (1), (2) and (3) of the Act are amended by striking out “Auditor” wherever it appears and substituting in each case “Auditor General”.

COMPLEMENTARY AMENDMENTS

31. Subsection 11 (2) of the *Ontario Lottery and Gaming Corporation Act, 1999* is amended by striking out “Audit Act” and substituting “Auditor General Act”.

32. Each Act specified in Column 1 of the Table to this section is amended by striking out “Provincial Auditor” wherever it appears in the provision or provisions specified in Column 2 and substituting in each case “Auditor General”.

- a) il en retire toutes les mentions du nom du particulier et les autres renseignements qui permettent de l'identifier;
- b) il conserve les renseignements en recourant à un système d'identificateurs autres que le nom du particulier et les autres renseignements visés à l'alinéa a);
- c) il veille à ce que les renseignements, selon le cas :
 - (i) ne soient pas facilement identifiables par une personne qui n'est pas autorisée à y avoir accès,
 - (ii) ne soient pas utilisés ou divulgués à des fins qui ne sont pas liées directement aux fonctions que lui attribue la présente loi,
 - (iii) ne soient pas publiés, divulgués ou distribués d'une manière qui permettrait de les utiliser pour identifier le particulier ou en déduire son identité,
 - (iv) ne soient pas combinés, liés ou comparés à d'autres renseignements qui pourraient identifier le particulier, sauf s'il le juge nécessaire pour s'acquitter des fonctions que lui attribue la présente loi.

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«renseignements personnels» S'entend au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

29. L'article 28 de la Loi est modifié par substitution de «Bureau du vérificateur général» à «Bureau du Vérificateur».

30. Les paragraphes 29 (1), (2) et (3) de la Loi sont modifiés par substitution de «vérificateur général» à «Vérificateur» partout où figure ce terme.

MODIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES

31. Le paragraphe 11 (2) de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario* est modifié par substitution de «*Loi sur le vérificateur général*» à «*Loi sur la vérification des comptes publics*».

32. Chacune des lois citées dans la colonne 1 du tableau du présent article est modifiée par substitution de «vérificateur général» à «vérificateur provincial» partout où figure ce terme dans la ou les dispositions citées dans la colonne 2.

TABLE

Column 1	Column 2
Act	Provision
<i>AgriCorp Act, 1996</i>	section 13
<i>Agricultural Rehabilitation and Development Act (Ontario)</i>	subsection 7 (1), section 8
<i>Agricultural Research Institute of Ontario Act</i>	section 6
<i>Alcoholism and Drug Addiction Research Foundation Act</i>	section 16
<i>Algonquin Forestry Authority Act</i>	section 18 in the portion before clause (a), clause 18 (b)

Column 1	Column 2
Act	Provision
<i>Arts Council Act</i>	section 11
<i>Cancer Act</i>	section 12
<i>Capital Investment Plan Act, 1993</i>	subsections 13 (1) and (2)
<i>Centennial Centre of Science and Technology Act</i>	section 9
<i>Community Psychiatric Hospitals Act</i>	subsection 4 (8)
<i>Courts of Justice Act</i>	subsection 89 (9)
<i>Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994</i>	subsection 257 (2)
<i>Crown Foundations Act, 1996</i>	subsection 16 (2)
<i>Development Corporations Act</i>	section 26
<i>Education Quality and Accountability Office Act, 1996</i>	subsection 24 (3)
<i>Election Act</i>	subsection 113 (6)
<i>Election Finances Act</i>	section 8
<i>Electricity Act, 1998</i>	section 80
<i>Environmental Bill of Rights, 1993</i>	section 56
<i>Environmental Protection Act</i>	section 120
<i>Farm Products Payments Act</i>	subsection 5 (7)
<i>Financial Administration Act</i>	subsection 11 (3), paragraph 3 of subsection 11.4 (2)
<i>Financial Services Commission of Ontario Act, 1997</i>	section 14
<i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i>	subsection 9 (2)
<i>GO Transit Act, 2001</i>	subsection 13 (2)
<i>Legal Aid Services Act, 1998</i>	subsection 65 (3)
<i>Legislative Assembly Act</i>	subsection 83 (3), sections 86 and 91
<i>Liquor Control Act</i>	section 6
<i>Metropolitan Toronto Convention Centre Corporation Act</i>	subsection 12 (3)
<i>Ministry of Treasury and Economics Act</i>	clause 13 (2) (c)
<i>Niagara Parks Act</i>	section 19
<i>Northern Ontario Heritage Fund Act</i>	section 8
<i>Ombudsman Act</i>	section 10
<i>Ontario Agricultural Museum Act</i>	section 13
<i>Ontario Educational Communications Authority Act</i>	section 11
<i>Ontario Energy Board Act, 1998</i>	subsection 4.8 (4)
<i>Ontario Food Terminal Act</i>	section 10
<i>Ontario Heritage Act</i>	section 16
<i>Ontario Housing Corporation Act</i>	section 12
<i>Ontario Mental Health Foundation Act</i>	sections 12 and 25
<i>Ontario Municipal Economic Infrastructure Financing Authority Act, 2002</i>	section 15
<i>Ontario Northland Transportation Commission Act</i>	section 39
<i>Ontario Place Corporation Act</i>	section 13
<i>Ottawa Congress Centre Act</i>	subsection 12 (3)
<i>Pay Equity Act</i>	Schedule, clause 1 (h)
<i>Public Guardian and Trustee Act</i>	section 17
<i>Racing Commission Act, 2000</i>	section 14
<i>Securities Act</i>	subsection 3.9 (4)
<i>Social Contract Act, 1993</i>	subsection 9 (2)
<i>St. Clair Parks Commission Act, 2000</i>	subsection 11 (3)
<i>St. Lawrence Parks Commission Act</i>	section 16
<i>Toronto Area Transit Operating Authority Act</i>	section 12
<i>Toronto Islands Residential Community Stewardship Act, 1993</i>	subsection 12 (12)
<i>University Foundations Act, 1992</i>	subsection 9 (2)
<i>Waterfront Regeneration Trust Agency Act, 1992</i>	subsection 13 (3)
<i>Workplace Safety and Insurance Act, 1997</i>	subsections 168 (3) and 169 (1)

TABLEAU

Colonne 1	Colonne 2
Loi	Disposition
<i>Loi de 1996 sur AgriCorp</i>	article 13
<i>Loi sur la revalorisation et l'aménagement des régions agricoles (Ontario)</i>	paragraphe 7 (1) et article 8

Colonne 1	Colonne 2
Loi	Disposition
<i>Loi sur l'Institut de recherche agricole de l'Ontario</i>	article 6
<i>Loi sur la Fondation de recherche sur l'alcoolisme et la toxicomanie</i>	article 16
<i>Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin</i>	article 18, dans le passage qui précède l'alinéa a)
<i>Loi sur le Conseil des arts</i>	article 11
<i>Loi sur le cancer</i>	article 12
<i>Loi de 1993 sur le plan d'investissement</i>	paragraphe 13 (1) et (2)
<i>Loi sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie</i>	article 9
<i>Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires</i>	paragraphe 4 (8)
<i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i>	paragraphe 89 (9)
<i>Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions</i>	paragraphe 257 (2)
<i>Loi de 1996 sur les fondations de la Couronne</i>	paragraphe 16 (2)
<i>Loi sur les sociétés de développement</i>	article 26
<i>Loi de 1996 sur l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation</i>	paragraphe 24 (3)
<i>Loi électorale</i>	paragraphe 113 (6)
<i>Loi sur le financement des élections</i>	article 8
<i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	article 80
<i>Charte des droits environnementaux de 1993</i>	article 56
<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>	article 120
<i>Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles</i>	paragraphe 5 (7)
<i>Loi sur l'administration financière</i>	paragraphe 11 (3) et disposition 3 du paragraphe 11.4 (2)
<i>Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario</i>	article 14
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	paragraphe 9 (2)
<i>Loi de 2001 sur le Réseau GO</i>	paragraphe 13 (2)
<i>Loi de 1998 sur les services d'aide juridique</i>	paragraphe 65 (3)
<i>Loi sur l'Assemblée législative</i>	paragraphe 83 (3) et articles 86 et 91
<i>Loi sur les alcools</i>	article 6
<i>Loi sur la Société du palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto</i>	paragraphe 12 (3)
<i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	alinéa 13 (2) c)
<i>Loi sur les parcs du Niagara</i>	article 19
<i>Loi sur le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario</i>	article 8
<i>Loi sur l'ombudsman</i>	article 10
<i>Loi sur le Musée agricole de l'Ontario</i>	article 13
<i>Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario</i>	article 11
<i>Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario</i>	paragraphe 4.8 (4)
<i>Loi sur le Marché des produits alimentaires de l'Ontario</i>	article 10
<i>Loi sur le patrimoine de l'Ontario</i>	article 16
<i>Loi sur la Société de logement de l'Ontario</i>	article 12
<i>Loi sur la Fondation ontarienne de la santé mentale</i>	articles 12 et 25
<i>Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités</i>	article 15
<i>Loi sur la Commission de transport Ontario Northland</i>	article 39
<i>Loi sur la Société d'exploitation de la Place de l'Ontario</i>	article 13
<i>Loi sur le Centre des congrès d'Ottawa</i>	paragraphe 12 (3)
<i>Loi sur l'équité salariale</i>	annexe, alinéa 1 h)
<i>Loi sur le Tuteur et curateur public</i>	article 17
<i>Loi de 2000 sur la Commission des courses de chevaux</i>	article 14
<i>Loi sur les valeurs mobilières</i>	paragraphe 3.9 (4)
<i>Loi de 1993 sur le contrat social</i>	paragraphe 9 (2)
<i>Loi de 2000 sur la Commission des parcs de la Sainte-Claire</i>	paragraphe 11 (3)
<i>Loi sur la Commission des parcs du Saint-Laurent</i>	article 16
<i>Loi sur la Régie des transports en commun de la région de Toronto</i>	article 12

Colonne 1	Colonne 2
Loi	Disposition
<i>Loi de 1993 sur l'administration de la zone résidentielle des îles de Toronto</i>	paragraphe 12 (12)
<i>Loi de 1992 sur les fondations universitaires</i>	paragraphe 9 (2)
<i>Loi de 1992 sur l'Agence fiduciaire de régénération du secteur riverain</i>	paragraphe 13 (3)
<i>Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail</i>	paragraphe 168 (3) et 169 (1)

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

33. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

34. The short title of this Act is the *Audit Statute Law Amendment Act, 2003*.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

33. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

34. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2003 modifiant des lois en ce qui concerne la vérification des comptes publics*.